

MALI

Nouveau gouvernement formé, libérer le Nord des groupes armés comme priorité

Le Mali s'est finalement doté d'un nouveau gouvernement d'union nationale, une étape vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel et le règlement de la crise dans le pays qui passe en premier lieu par la reconquête des régions du Nord, sous contrôle de groupes armés depuis le coup d'Etat de mars dernier.

Ce «gouvernement d'union nationale» dirigé par Cheick Modibo Diarra, qui conserve son fauteuil de Premier ministre, est composé de 31 membres dont deux ministres-délégués et quatre femmes. Il s'agit d'un remaniement opéré par le président par intérim Dioncounda Traoré en réponse à la demande des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), composée de 15 pays dont le Mali.

Le président intérimaire a validé lundi la composition du nouveau cabinet de transition pour tenter de rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays en crise politique depuis le coup d'Etat du 22 mars.

Dix-huit membres de la précédente équipe, qui en comptait 24 dirigée par Cheick Modibo Diarra, conservent leur poste, même si certains changent de portefeuilles.

Parmi les ministres ayant été maintenus à leurs postes, ceux de la Défense (colonel-major Yamoussa Camara), de la Sécurité (général Tiéfé Konaté), de l'Administration territoriale (colonel Moussa Sinko Coulibaly), de la Justice (Malick Coulibaly) et de la Santé (Soumana Makadji).

Les départs les plus remarquables sont ceux du ministre

d'Etat chargé des Affaires étrangères, Sadio Lamine Sow, et du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hamadoun Touré.

Le portefeuille des Affaires étrangères a été octroyé à Tiéman Coulibaly, dont le parti politique est membre du Front pour la démocratie et la République (FDR, front anti-putsch).

En outre, un ministère a vu le jour, celui des Affaires religieuses et du Culte, confié au docteur Yacouba Traoré. Aussi, un Touareg, Ousmane Ag Rhissa, a fait également son entrée dans le nouveau cabinet comme ministre de l'Artisanat et du Tourisme.

Selon un communiqué présidentiel, cinq postes au sein du nouveau gouvernement ont été choisis par le pouvoir militaire.

La formation d'un gouvernement d'union nationale au Mali avait été exigée par la Cédéao qui avait donné à Bamako un ultimatum jusqu'au 31 du même mois. L'ultimatum avait par la suite été prorogé.

L'organisation ouest-africaine veut que le gouvernement malien soit doté de bases solides pour pouvoir reconquérir le nord du pays, aux mains de groupes armés dont certains sont affiliés au réseau terroriste Al-Qaïda depuis le putsch qui a conduit au renversement du président



Cheick Modibo Diarra.

Amadou Toumani Touré.

Les trois grandes villes et régions administratives du nord du Mali, Tombouctou, Kidal et Gao, sont tombées aux mains des groupes armés qui étaient aidés par les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Reconquérir le Nord n'est toutefois pas une simple sinécure, vu l'état dans lequel se trouve l'armée malienne, sous équipée, alors que la situation dans les régions du Nord reste confuse. Peu d'informations circulent concernant les groupes armés actifs dans la zone, dont l'effectif et les capacités sont inconnus.

étrangères à Bamako pour sécuriser les institutions de la transition. Mais les autorités maliennes ont rejeté catégoriquement cette proposition, affirmant que c'est à elles qu'incombe cette tâche.

Le deuxième phase du plan parle de la formation de troupes maliennes.

Enfin, la troisième phase est la reconquête du nord du Mali. Et sur ce point, l'armée malienne entend être au centre du dispositif.

Bamako estime que l'«option militaire» était «inévitabile» dans le Nord, affirmant que «les pratiques des terroristes et des narco-trafiquants habillés d'un faux voile religieux accréditent le caractère inévitable de l'option militaire».

Pour le général Carter Ham, haut commandant des forces armées américaines en Afrique (Africom), la solution de la crise dans le nord du Mali, n'était pas «uniquement» militaire, mais aussi politique.

«Les défis qui se posent au niveau du Mali doivent être d'abord résolus au plan politique, tout en prenant en compte l'aspect humanitaire», a estimé le responsable militaire américain.

Sur le plan humanitaire, la situation dans le Nord est de plus en plus difficile. Le chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour le Mali et le Niger, Jean-Nicolas Marti, a mis en garde contre l'aggravation de la crise humanitaire dans cette région, où 160 000 personnes sont dans le besoin, à cause de la crise alimentaire et du conflit armé.

SYRIE

Informations contradictoires sur la situation à Alep

Les rebelles syriens contrôlent près des deux-tiers d'Alep, deuxième ville de Syrie où se déroule une bataille décisive pour le régime, a affirmé hier mardi à l'AFP le chef du conseil militaire rebelle de la province d'Alep. «Nous contrôlons désormais plus de 60% de la ville d'Alep. Chaque jour, nous contrôlons des quartiers supplémentaires», a affirmé le colonel Abdel Jabbar al-Oqaidi contacté par l'AFP par téléphone.

«A chaque fois que nous contrôlons un quartier, l'armée riposte par des bombardements», explique-t-il.

«Ceci est totalement faux», a réagi un responsable au sein des services de sécurité.

«Ce ne sont pas les terroristes qui avancent, c'est l'armée qui progresse doucement. Les groupes terroristes sortent de temps à autre des quartiers qu'ils contrôlent pour faire des incursions dans d'autres parties de la ville pour affirmer qu'ils ont une rue ici ou là puis regagnent rapidement leurs repaires», a-t-il indiqué à l'AFP.

Le colonel Oqaidi a cité plus d'une trentaine de quartiers entre les mains des rebelles, dont Saïf al-Dawla, Boustane al-Kasr,

Machad, Ansari et Firdous, Soukkari (sud-ouest), Chaar, Hanano et Sakhour (est), Boustane al-Bacha (nord-est), Cheikh Saïd et Firdous (sud) et Kalassé (centre-sud).

Quant au quartier emblématique de Salaheddine, dans l'ouest, il est contrôlé à 50% par les insurgés. Il a dit également qu'un quartier du centre, al-Tilal, était également sous leur contrôle.

Il a affirmé en outre que les habitants d'Alep étaient en train d'aider les rebelles, en leur apportant eau et nourriture.

«Le peuple est avec nous. Comment croyez-vous sinon que nous aurions pu tenir pendant un mois?», a indiqué le colonel rebelle, en référence à cette bataille

cruciale d'Alep débutée le 20 juillet. «Sans eux, il n'est pas possible de continuer».

«Si le régime avait le soutien du peuple comme il le prétend, il n'aurait pas largué des tracts au cours des deux derniers jours demandant à la population de ne pas aider l'Armée syrienne libre» (ASL, composée de déserteurs et de civils ayant pris les armes), a-t-il poursuivi.

Des hélicoptères de l'armée ont largué des tracts mettant en garde contre tout soutien aux insurgés et offrant à ces derniers une «dernière chance» de se rendre, avait constaté lundi un journaliste de l'AFP.

«L'armée bombarde les centres des rebelles dans la région d'Alep pour empêcher que les ravitaillements en armes et munitions arrivent» dans la ville, a indiqué hier mardi à l'AFP un responsable des services de sécurité.

Pour les rebelles, le contrôle total d'Alep, poumon économique du pays, leur permettrait de créer une zone sécurisée frontalière de

la Turquie, pays qui les soutient, à l'image de Benghazi, en Libye.

Moscou appelle les puissances étrangères à favoriser le dialogue

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué mardi que les puissances étrangères devaient mettre en place les conditions nécessaires pour l'ouverture d'un dialogue entre les différentes parties en Syrie.

«La réconciliation nationale est le seul moyen d'arrêter au plus vite l'effusion de sang et mettre en place les conditions pour que les Syriens eux-mêmes s'asseyent à la table des négociations, et définissent le destin de leur pays sans aucune ingérence extérieure», a-t-il déclaré.

«La seule chose que doivent faire les acteurs étrangers est de créer les conditions pour l'ouverture d'un dialogue», a ajouté le ministre, selon la télévision russe.

M. Lavrov s'exprimait après avoir rencontré une délégation syrienne menée par le vice-

Premier ministre syrien chargé de l'Economie, Qadri Jamil, en visite à Moscou.

Plus tôt dans la journée, il avait reconnu que les efforts du régime syrien pour mettre fin aux violences étaient encore insuffisants, tout en soulignant qu'il n'y avait pas d'autre solution que de continuer sur cette voie, selon les agences russes. Il s'agit de la deuxième visite en un peu plus de deux semaines de M. Jamil en Russie pour rencontrer le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. M. Jamil s'était déjà entretenu avec le ministre russe des Affaires étrangères le 3 août à Moscou, au sujet de l'assistance économique que pourrait apporter la Russie à son partenaire de longue date. Aucun engagement ferme n'avait toutefois été annoncé pendant ces discussions.

Moscou et Pékin, qui s'opposent à toute intervention militaire en Syrie,

ont affiché à trois reprises leur veto à des résolutions du Conseil de sécurité menaçant Damas de sanctions.